

Influence politique et nomination des hauts fonctionnaires

C'est en s'appuyant sur une fonction publique professionnelle et politiquement impartiale que l'on garantit le haut niveau de compétence, l'intégrité et la continuité de la formulation des avis et de la mise en œuvre des politiques publiques qui servent l'intérêt général. Il arrive que les gouvernements exercent une influence politique sur les décisions de nomination des hauts fonctionnaires parce qu'ils souhaitent s'assurer la réactivité de la fonction publique en y plaçant aux postes d'encadrement des personnes qui partagent leurs opinions politiques. Cependant, en l'absence de niveaux adéquats de transparence et de responsabilité (par exemple des processus ouverts de confirmation et de sélection par des responsables élus), un degré élevé d'influence politique peut aussi se traduire par la propagation du trafic d'influence et du favoritisme qui risque de nuire à la professionnalisation de la fonction publique. L'influence politique peut aussi provoquer un renouvellement plus marqué des hauts fonctionnaires, avec à la clé une stabilité et une continuité de l'encadrement inférieures à ce qui est nécessaire pour assurer les améliorations et les réformes de long terme. De surcroît, lorsqu'une influence politique s'exerce sur les décisions concernant le personnel de la fonction publique, la préférence peut aller à des acteurs politiques plutôt qu'à des responsables publics possédant les qualifications et compétences nécessaires pour faire des dirigeants performants. *In fine*, il peut en résulter une perte de confiance envers les institutions si les citoyens estiment que les responsables publics sont nommés en fonction de leur affiliation politique plutôt que de leurs compétences en matière d'encadrement et d'action publique.

L'ampleur du renouvellement politiquement influencé dans les pays de l'OCDE témoigne du rôle que jouent la politique et/ou l'affiliation politique dans la nomination des fonctionnaires. Parmi les quatre niveaux de la haute fonction publique (du niveau D1 au niveau D4 par ordre décroissant de responsabilité), les deux niveaux inférieurs (D3 et D4) se caractérisent par un taux de rotation faible, voire nul, lors des changements de gouvernement. En revanche, le renouvellement politiquement motivé est, en termes relatifs, plus élevé aux niveaux supérieurs (D1 et D2). La catégorie qui connaît le plus fort renouvellement est celle des conseillers ministériels, qui sont souvent nommés par le ministre.

Au Chili, en Espagne et en Turquie, tous les postes des deux échelons supérieurs de la haute fonction publique sont systématiquement remplacés après l'élection d'un nouveau gouvernement. Le gouvernement du Chili est conscient des problèmes que pose cette rotation élevée, et prend des mesures pour y remédier en renforçant la Direction du Service Civil National et le Service Exécutif des Hauts Fonctionnaires. En Hongrie et en République slovaque, tous les postes du premier échelon de la fonction publique (D1) sont remplacés à chaque changement de gouvernement.

Dans 17 pays de l'OCDE (Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Estonie, États-Unis, Finlande, Irlande, Islande, Japon,

Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni et Suède), les changements de gouvernement n'entraînent que peu ou pas de remplacement de fonctionnaires aux quatre niveaux de la fonction publique. Ces pays se caractérisent généralement par des systèmes parlementaires ou de longues traditions de stabilité et de professionnalisation aux niveaux les plus élevés de l'administration.

Méthodologie et définitions

Les données portent sur l'année 2016 et ont été recueillies au moyen de l'Enquête 2016 de l'OCDE sur la gestion stratégique des ressources humaines. Ont répondu, pour l'essentiel, des hauts fonctionnaires des services de GRH dans les administrations centrales, et les données concernent les pratiques de ces administrations en la matière. Tous les pays ont répondu à l'enquête, de même que les pays candidats que sont la Colombie, le Costa Rica et la Lituanie. Les définitions de la fonction publique et des organisations dirigées par l'échelon central de l'administration varient selon les pays et doivent être prises en compte dans les comparaisons. Les termes « fonctionnaires » et « agents publics » sont utilisés indifféremment dans ce chapitre.

Les classifications utilisées pour définir les quatre niveaux de la haute fonction publique (D1 à D4) sur lesquels portent les données présentées ici sont adaptées à partir de la Classification internationale type des professions (CITP-08) mise au point par l'Organisation internationale du travail (OIT). Pour une définition détaillée de chaque échelon, veuillez-vous reporter à l'annexe D. Les conseillers ministériels désignent les conseillers politiques qui fournissent les idées ou plans sur lesquels le gouvernement s'appuie pour prendre des décisions.

Pour en savoir plus

OCDE (2016), *Engaging Public Employees for a High-Performing Civil Service*, Éditions OCDE, Paris.

Notes relatives aux graphiques

Les notes relatives aux graphiques sont accessibles dans les Statslinks. Voir annexe E et annexe en ligne pour plus d'information.

Informations sur les données pour Israël: <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

6.7. Renouvellement du personnel lors des changements de gouvernement (2016)

	Conseillers ministériels	Postes d'encadrement		Postes intermédiaires	
		D1	D2	D3	D4
Allemagne	○	⊗	○	○	○
Australie	■	⊗	○	○	○
Autriche	■	○	○	○	○
Belgique	●	○	○	○	○
Canada	○	○	○	○	○
Chili	●	●	●	■	■
Corée	●	■	⊗	○	○
Danemark	●	○	○	○	○
Espagne	●	●	●	⊗	○
Estonie	■	○	○	○	○
États-Unis	●	○	○	○	○
Finlande	●	○	○	○	○
France	●	⊗	○	○	○
Grèce	●	⊗	⊗	⊗	⊗
Hongrie	●	●	■	⊗	⊗
Irlande	●	○	○	○	○
Islande	●	○	○	○	○
Israël	■	■	⊗	○	○
Italie	●	■	○	○	○
Japon	○	○	○	○	○
Lettonie	●	⊗	⊗	○	○
Luxembourg	○	○	○	○	○
Mexique	⊗	⊗	⊗	⊗	⊗
Norvège	○	○	○	○	○
Nouvelle-Zélande	○	○	○	○	○
Pays-Bas	○	○	○	○	○
Pologne	●	■	⊗	⊗	○
Portugal	●	○	○	○	○
République slovaque	●	●	■	⊗	⊗
République tchèque	●	⊗	○	⊗	⊗
Royaume-Uni	●	○	○	○	○
Slovénie	■	⊗	○	○	○
Suède	●	○	○	○	○
Suisse	⊗	⊗	○	○	○
Turquie	●	●	●	■	⊗
Total OCDE					
Tous (95-100%) ●	21	6	3	0	0
Nombreux (50-94%) ■	5	3	2	2	1
Certains (5-49%) ⊗	2	9	6	8	6
Aucun (0-5%) ○	7	17	24	25	28
Colombie	●	●	■	⊗	⊗
Costa Rica	●	■	○	○	○
Lituanie	●	⊗	○	○	⊗

Source : Enquête de l'OCDE (2016) sur la gestion stratégique des ressources humaines.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933539021>



Extrait de :
Government at a Glance 2017

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/gov_glance-2017-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2017), « Influence politique et nomination des hauts fonctionnaires », dans *Government at a Glance 2017*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/gov_glance-2017-48-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.